

Art. 2 - Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8 Juli 2021

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/31792]

8 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot sluiting van de gewone zitting 2020-2021 van het Waals Parlement

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 32, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 2020-2021 van het Waals Parlement wordt gesloten op 31 augustus 2021 's avonds.

Art. 2. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/31822]

8 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement portant diverses mesures en vue de répondre aux conséquences de la crise de la COVID-19 en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu décret du 10 avril 2003 relatif à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé "I.D.E.S.S.";

Vu le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale;

Vu l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juin 2021;

Vu le rapport du 13 novembre 2020, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'urgence motivée par la crise de la COVID en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris l'économie sociale;

Considérant l'impact profond de la crise sanitaire et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment sur les politiques wallonnes en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs publics en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant des politiques de l'emploi, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur le volume d'activités des agences locales pour l'emploi et les I.D.E.S.S. et, les besoins du secteur de l'aide aux personnes en termes de travail et d'organisation;

Considérant que la réalisation de prestations ALE au bénéfice des structures de l'aide aux personnes permet de soutenir les ALE tout en répondant aux besoins de prestations des structures;

Considérant que les obligations des MIRE, en termes de publics accompagnés et d'insertion dans l'emploi, ne sauraient être atteintes en raison des conséquences et mesures adoptées en vue de lutter contre la crise sanitaire COVID-19;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les personnes qui se sont lancées dans une activité d'indépendant à titre principal et qui bénéficient de l'aide Airbag;

Considérant que les mesures prévues par le présent arrêté vise à apporter une réponse aux conséquences de la crise à laquelle sont actuellement confrontés les acteurs et bénéficiaires des dispositifs en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 juin 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° 21/07 du Comité de gestion du Forem du Forem, donné le 24 juin 2021;

Considérant l'avis n°1469 du Conseil économique, social et environnement de Wallonie, donné le 14 juin 2021;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

CHAPITRE II. — Mesures relatives à l'économie sociale

Art. 2. Par dérogation à l'article 11, § 1er, alinéas 1er, 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, le montant de la subvention de l'I.D.E.S.S., relative à l'année 2021, visée à cet article, est égal au montant de sa subvention 2019, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant calculé pour l'année 2021.

Art. 3. Par dérogation à l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, le montant de la subvention de l'agence-conseil visée à l'article 23 du même décret, relative à l'année 2021, est égal au montant de sa subvention 2019, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant calculé pour l'année 2021.

CHAPITRE III. — Mesures relatives aux agences locales pour l'emploi

Art. 4. Par dérogation à l'article 79, § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, à partir du 1^{er} juillet 2021, est considéré comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une ALE, la personne qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° être inscrite depuis au moins douze mois en tant que demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé FOREM;

2° bénéficier d'allocations de chômage, d'insertion ou de sauvegarde ou bénéficiaire du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière.

Art. 5. Par dérogation à l'article 79bis, § 4, alinéa 2, du même arrêté royal, entre le 1^{er} juillet 2021 et le 31 décembre 2021, le nombre maximum d'heures d'activités qui peuvent être prestées par le travailleur ALE est fixé à 70 heures par mois.

CHAPITRE IV. — Mesure relative aux missions régionales pour l'emploi

Art. 6. Par dérogation à l'article 16, alinéas 6 et 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des Missions régionales pour l'Emploi, chaque Mission régionale pour l'Emploi est réputée avoir atteint les objectifs de son plan d'action annuel pour l'année 2021.

CHAPITRE V. — Mesures relatives au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal

Art. 7. § 1^{er} Par dérogation à l'article 9, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, le délai relatif au versement de la première tranche de l'incitant financier est prolongé d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu, entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 décembre 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le délai pour adresser le document ou le rapport est prolongé d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu, entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 décembre 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19 § 3. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 4, § 3, alinéa 7, et § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les délais relatifs au versement des tranches de sont reportés d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu, entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 décembre 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives à la formation professionnelle individuelle*

Art. 8. Par dérogation à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, toute suspension, en raison de la crise sanitaire COVID-19, de l'exécution du contrat formation-insertion en cours entre le 1^{er} avril 2021 et 31 décembre 2021 entraîne une prolongation automatique de la durée initiale de la formation-insertion d'une durée équivalente aux périodes de suspension.

En cas de suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1^{er}, l'employeur informe le FOREM, dans les meilleurs délais, de la date de début et de fin de la suspension.

La suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1^{er} prend fin au plus tard le 31 décembre 2021.

La prolongation du contrat formation-insertion est automatique et n'implique pas la conclusion d'un avenant au contrat dont l'exécution a été suspendue.

Art. 9. A l'article 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Chacune des parties peut mettre fin au contrat formation-insertion moyennant un préavis de sept jours notifié conjointement aux deux autres parties par envoi simple, en reprenant le ou les motifs de la rupture, sortissant ses effets le troisième jour suivant la date de l'envoi simple. »

CHAPITRE VII. — *Mesure relative aux dispenses de disponibilité*

Art. 10. L'application des articles 91, alinéa 2, 92, § 2, alinéas 2 et 3, 93, § 2, alinéa 2, et 94, § 2, alinéas 1^{er} et 3, § 5, alinéa 4, et § 6, alinéa 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage est suspendue entre le 1^{er} juillet 2021 et le 31 décembre 2021.

La dispense visée à l'article 94, § 4, du même arrêté, est prolongée d'une durée égale à la suspension de la formation visée à l'article 94, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, en raison de la crise sanitaire.

CHAPITRE VIII. — *Mesure relative au chèque-formation*

Art. 11. Par dérogation à l'article 6 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2007 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, les formations préalablement agréées par le Gouvernement peuvent être données à distance entre le 1^{er} avril et le 31 décembre 2021.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/31822]

8 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene maatregelen met het oog op het aanpakken van de gevolgen van de COVID-19-crisis inzake werkgelegenheid, vorming en inschakeling, met inbegrip van de sociale economie

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het besluit van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort "I.D.E.S.S.";

Gelet op het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

Gelet op het besluit van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 mei 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 juni 2021;

Gelet op het rapport van 13 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de COVID-crisis inzake werkgelegenheid, vorming en inschakeling, met inbegrip van de sociale economie;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en op de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, in het bijzonder op het Waalse beleid inzake werkgelegenheid, sociaal-professionele inschakeling en sociale economie;

Overwegende dat de crisis de sectoren en openbare regelingen inzake werkgelegenheid, sociaal-professionele inschakeling en sociale economie in het gedrang kan brengen, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid in deze sectoren en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigen te waarborgen in het kader van de regelingen betreffende het beleid inzake werkgelegenheid, sociaal-professionele inschakeling en sociale economie, teneinde de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie te vernietigen, met uitsluiting van elk buitenkans-effect dat daaruit kan voortvloeien;

Gelet op het effect van de gezondheids crisis op de omvang van de activiteiten van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en de "I.D.E.S.S."-activiteiten, tegelijkertijd de behoeften van de sector personenzorg op het gebied van het werk en de organisatie van de sector;

Overwegende dat het verlenen van PWA diensten ten behoeve van de structuren voor persoonlijke bijstand het mogelijk maakt PWA's te ondersteunen en tegelijkertijd tegemoet te komen aan de dienstverleningsbehoeften van de structuren;

Overwegende dat de verplichtingen van de MIRE (gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling) op het gebied van het begeleid publiek en de inschakeling in het arbeidsproces niet kunnen worden nagekomen vanwege de gevolgen en de maatregelen die zijn genomen om de COVID-19-gezondheids crisis te bestrijden;

Gelet op de gevolgen van de gezondheids crisis voor mensen die als hoofdactiviteit zelfstandig zijn gaan werken en die in dit verband profiteren van de Airbag-steun;

Overwegende dat de maatregelen bepaald in dit besluit ertoe strekken, de gevolgen van de crisis waaraan de actoren en begunstigen van de regelingen inzake werkgelegenheid, vorming en inschakeling blootgesteld zijn, aan te pakken;

Gelet op de dringende noodzaak om deze maatregelen uit te voeren om het beoogde doel te bereiken en gelet op het feit dat elke vertraging bij de vaststelling ervan het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van vijf dagen, gericht aan de Raad van State op 4 juni 2021 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr 21/07 van het beheerscomité van "Forem", gegeven op 24 juni 2021;

Gelet op advies nr. 1469 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 14 juni 2021;

Op de voordracht van de Minister van Werk en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke van de bepalingen die met betrekking tot de subsidiëring zijn vastgesteld, mag het bedrag van de subsidie niet hoger zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen, voor wat gesubsidieerd wordt.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen betreffende sociale economie

Art. 2. In afwijking van artikel 11, § 1, lid 1, 3 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), is het bedrag van de in dit artikel bedoelde subsidie van I.D.E.S.S., met betrekking tot het jaar 2021, gelijk aan het bedrag van zijn subsidie voor 2019, indien het aldus verkregen bedrag hoger is dan het voor het jaar 2021 berekende bedrag.

Art. 3. In afwijking van artikel 13, § 2, van besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, is het bedrag van de subsidie, bedoeld in artikel 23 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, van het adviesverlenende agentschap, met betrekking tot het jaar 2021, gelijk aan het bedrag van zijn subsidie voor 2019, indien het aldus verkregen bedrag hoger is dan het voor het jaar 2021 berekende bedrag.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen voor de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening*

Art. 4. In afwijking van artikel 79, § 4, lid 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt, te rekenen van 1 juli 2021, als langdurige werkloze die actief kan zijn in een PWA beschouwd de persoon die aan volgende samengevoegde voorwaarden voldoet :

1° sinds ten minste twaalf maanden ingeschreven zijn als niet-werkende werkzoekende bij de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort “FOREM”;

2° genieten van een werkloosheids-, inschakelings- of beschermingsuitkering of genieten van een leefloon of financiële sociale hulp

Art. 5. In afwijking van artikel 79bis, § 4, lid 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt, tussen 1 juli 2021 en 31 december 2021, het maximumaantal activiteitenuren die door een PWA-werknemer gepresteerd kunnen worden, vastgesteld op 70 uur per maand.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling*

Art. 6. In afwijking van artikel 16, leden 6 en 7, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt elke gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling onweerlegbaar geacht de doelstellingen van haar jaarlijkse actieplan voor het jaar 2021 te hebben bereikt.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van overgang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit*

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 9, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit wordt de termijn voor de storting van de eerste schijf van de financiële incentive verlengd met een duur gelijk aan de periode tijdens welke de gerechtigde van de financiële incentive, tussen 1 april 2021 en 31 december 2021, de uitoefening van zijn beroepsactiviteiten onderbroken heeft wegens de COVID-19-epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 9, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt de termijn voor de toezending van het document of het verslag verlengd met een duur die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 april 2021 en 31 december 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie. In afwijking van artikel 9, § 2, lid 4, § 3, lid 7, en § 4, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de termijnen voor de betaling van de schijven van de financiële incentive uitgesteld voor een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 april 2021 en 31 december 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de individuele beroepsopleiding*

Art. 8. In afwijking van artikel 6, § 2, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding leidt iedere opschorting van de tussen 1 april 2021 en 31 december 2021 lopende overeenkomst voor een instapopleiding wegens de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 tot een automatische verlenging van de aanvankelijke duur van de instapopleiding met een gelijke duur als die van de opschortingsperiodes.

In geval van opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst instapopleiding stelt de werkgever de FOREM zo spoedig mogelijk in kennis van de datum van begin en einde van de opschorting.

De opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst instapopleiding eindigt uiterlijk op 31 december 2021.

De verlenging van de instapopleiding is automatisch en houdt het sluiten van een aanhangsel bij de overeenkomst, waarvan de uitvoering is opgeschort, niet in.

Art. 9. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Elkeen der partijen kan de overeenkomst voor de instapopleiding beëindigen, mits een vooropzeg van zeven dagen waarvan tegelijk aan de twee andere partijen kennis is gegeven middels een eenvoudige zending waarin het (de) motieven van de verbreking wordt (worden) opgegeven, waarbij deze hun effect sorteren de derde werkdag volgens op de datum van verzending ervan.”.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen betreffende de vrijstellingen van beschikbaarheid*

Art. 10. De toepassing van de artikelen 91, lid 2, 92, § 2, tweede en derde lid, 93, § 2, tweede lid, en 94, § 2, eerste en derde lid, § 5, vierde lid, en § 6, vierde lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering wordt opgeschort tussen 1 juli 2021 en 31 december 2021.

De vrijstelling bedoeld in artikel 94, § 4, van hetzelfde besluit wordt verlengd met een duur gelijk aan de opschorting van de opleiding bedoeld in artikel 94, § 4, lid 1, 1° en 2°, wegens de gezondheidscrisis.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregel betreffende de opleidingschèque*

Art. 11. In afwijking van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 oktober 2007 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, kunnen de eerder door de Regering erkende opleidingen tussen 1 april en 31 december 2021 op afstand worden gegeven.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 12. De Minister bevoegd voor Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE